

Le plan d'informatisation AUDASS (Automatisation des directions des affaires sanitaires et sociales) se décompose en deux branches, Aide sociale (A.S.) et Aide sociale à l'enfance (A.S.E.).

A.S. comprend l'aide médicale, l'aide aux infirmes, aveugles, grands infirmes, personnes âgées, aux familles, au logement...

diennent tous les documents qui ont servi à la saisie aux D.A.S.S.

Notons que des projets d'équipement en mini ordinateurs qui remplaceraient partiellement les ordinateurs des C.R.I.H. (ils traiteraient les informations non anonymes et seraient installés dans les D.D.A.S.S.) donnent lieu actuellement à des expériences.

des dossiers, toutes choses qui la rendraient supérieure à la « gestion manuelle » ?

Quant à la sécurité dans les transferts et dans la conservation des informations, elle n'est jamais totalement garantie.

A.U.D.A.S.S. semble donc justifier les critiques ou à tout le moins les inquiétudes et par conséquent les actions collectives qui ont été ou sont menées dans de nombreux endroits.

DASS / LE SYSTEME AUDASS / LE SYS

A.S.E. vise les enfants auxquels elle fournit prestation ou tutelle.

A.U.D.A.S.S. est destiné à couvrir lorsqu'il aura atteint son plein développement, 21 millions d'adultes en A.S. et 700 000 d'enfants en A.S.E.

objectifs

Ce sont les mêmes pour A.S. et A.S.E. :

- meilleur suivi des dossiers,
- meilleure connaissance globale des bénéficiaires ; statistiques,
- harmonisation des procédures,
- enrichissement des tâches.

Le système informatisé A.S. s'étend actuellement à une douzaine de départements et celui d'A.S.E. à une trentaine.

tâches effectuées par l'informatique

L'informatique assure la gestion administrative des dossiers depuis la réception des demandes jusqu'à l'édition des fiches « bénéficiaires » ou « enfants ».

Elle assure le paiement de diverses allocations, d'aide médicale, compensatrice, militaire, de loyer, d'aide ménagère pour A.S., des allocations mensuelles, des secours pour A.S.E., des allocations d'argent de poche (A.S. et A.S.E.), etc...

La chaîne de traitement automatisé A.S.E. procède de plus au paiement de divers « fournisseurs » : pensions des assistantes maternelles, praticiens, taxis, hôpitaux...

circuit des documents

Les principaux documents de demande d'A.S. ou d'A.S.E. suivent très schématiquement le circuit suivant :

- Des imprimés spéciaux communément appelés trépiques informatiques sont remplis par les bureaux d'aide sociale ou par les travailleurs sociaux.

- Ils sont expédiés par ceux-ci aux Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (D.D.A.S.S.) qui les réceptionnent, les contrôlent, les codifient.

- Une saisie informatique a ensuite lieu soit dans les D.D.A.S.S. elles-mêmes, soit dans les centres régionaux d'informatique hospitalière (C.R.I.H.).

- Les C.R.I.H. réalisent la mise à jour des fichiers, l'édition des documents (fiches « bénéficiaire » ou « enfant », titre de recette...), bref tous les traitements informatiques. Ils réexpé-

rient sur 3 fichiers principaux. L'un est commun à A.S. et A.S.E., c'est le fichier « fournisseur » ou fichier des moyens (cf. ci-dessus). Les autres sont distincts : fichier des assistés ou bénéficiaires pour l'A.S., fichier « enfants » pour l'A.S.E.

Les fichiers « bénéficiaires » et « enfants » sont caractérisés par des identifiants de même structure (à 13 caractères, à savoir les premières lettres du nom, les 3 premières lettres du prénom, les 6 chiffres de la date de naissance de l'intéressé).

critique sommaire du système audass

Des inquiétudes sont nées quant au contenu de ces fichiers. Des modifications ont été apportées depuis la mise en place du système. C'est ainsi que le code « motif » qui existait dans les anciens imprimés de « demande d'allocation mensuelle » d'A.S.E. ne figure plus sur les nouveaux imprimés.

D'autres informations apparaissent inutiles. Ainsi le code « nationalité » (il servirait pour le remboursement de prestation par certains pays dans le

cadre d'accords internationaux), « établissement scolaire », « code médical de handicap », « département de naissance », etc... qui sont présents en A.S.E. Le n° I.N.S.E.E. dont la présence crée toujours des risques d'interconnexion de fichiers est maintenu dans le fichier « enfants » pour les enfants qui travaillent.

Il s'agit de savoir également si les dangers actuels et potentiels du fichage d'une population (enfance ou population d'adultes assistés) peuvent être justifiés par des raisons d'économie ou de facilité de gestion.

Ainsi des statistiques permettant de mieux connaître les bénéficiaires adultes ou enfants sont tirées d'A.U.D.A.S.S. Et pourtant des études par échantillonage ne seraient-elles pas aussi efficaces tout en étant moins chères et sans fichage ?

Les D.D.A.S.S. ne sont pas forcées de s'informatiser et cependant l'introduction de l'informatique s'accompagne souvent d'une formation insuffisante des élus locaux, du personnel, de la population visée...

L'automatisation est-elle vraiment moins chère, réalise-t-elle un enrichissement des tâches, permet-elle seule d'obtenir des informations, de suivre

conclusion suite de la p.13

Ce texte tend à démontrer finalement combien cette lutte sur Gamin en Loire Atlantique a à la fois eu quasiment une base populaire d'émulce et en même temps a bénéficié de toute une dynamique à l'intérieur de la D.D.A.S.S.

On peut donc penser, outre le rôle joué par le Conseil général et les élus locaux (P.S.), que c'est la convergence du travail d'information aux deux pôles du système Gamin (usagers-administration) qui a permis que cette lutte de base populaire ait pu se consolider.

En effet, les décisions de suspension de crédits auraient pu entraîner, si la D.D.A.S.S. avait tenu bon dans ses prérogatives, à un conflit entre la D.D.A.S.S. et le préfet, via le Conseil général.

C'est bien évidemment les circonstances locales des rapports entre responsables associatifs, syndicaux, administratifs, qui ont permis cette convergence, mais il faut peut-être souligner le rôle des travailleurs sociaux (C.N.T.S. et syndicats C.F.D.T. notamment) qui ont fait le choix dès le départ de ne pas réduire l'affaire Gamin à une

simple question de « leurs » conditions de travail.

Le fait qu'ils se soient joints au Comité anti-Gamin davantage aux côtés des C.S.C.V. et C.S.F. qu'en tant que protagoniste d'une action large mais sur une base syndicale nous paraît significatif.

Cette attitude a d'ailleurs été également celle du S.M.G. et des enseignants, le S.M.G. ayant en plus beaucoup travaillé localement avec les médecins de P.M.I.

Ainsi qu'en témoigne le tract fait par le Comité Anti-Gamin de l'Ouest (voir plus loin), l'action en est maintenant portée à la question fondamentale de la légalité du système Gamin.

Il n'est malheureusement pas possible de reproduire dans Terminal 19-84 :

1) le texte du recours sur annulation auprès du Conseil d'Etat, recours présenté par la C.S.F., C.S.C.V., le syndicat santé C.F.D.T. et intercommunal (Loire-Atlantique) ;

2) la lettre de la plainte à la C.N.I.L. faite par le Comité anti-gamin de Loire-Atlantique signée par les organisations ci-dessus nommées ainsi que le S.G.E.N., S.T.E.P., C.N.I.S. et S.M.G.

Cependant, nous les tenons à la disposition des membres du CIII, bien évidemment.